

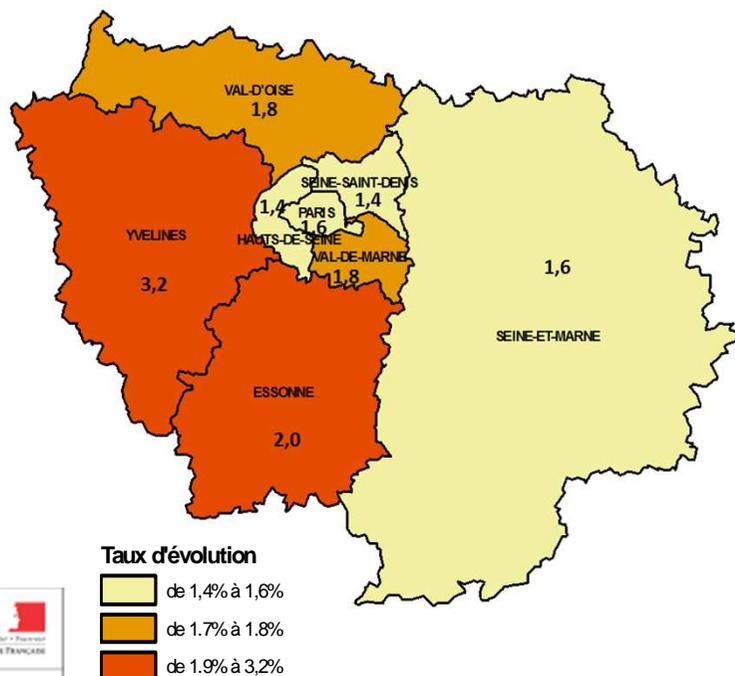
Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

12 oct. 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre mai 2017 et août 2017 (en %, données CVS-CJO)



- En août, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens est en hausse sur trois mois de +2,1 % en catégorie A et de +1,8 % en catégorie ABC.
- Le taux de chômage a diminué de 0,2 point au deuxième trimestre 2017, atteignant 8,1%.
- L'emploi salarié a augmenté de +0,3 % au deuxième trimestre 2017.
- Les plans de sauvegarde de l'emploi et le recours à l'activité partielle sont à des niveaux faibles.

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 10 novembre 2017.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 8 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 11 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 12 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 13 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 14 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 15 : déclarations préalables à l'embauche

Page 16 : évolution récente de l'intérim

Page 17 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : activité partielle

Page 20 : procédures de licenciement collectif

Marché du travail

En août 2017, 995 140 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Île-de-France (catégories A, B et C). Parmi eux, 683 530 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A). Sur trois mois, la demande d'emploi francilienne est en hausse de +2,1 % en catégorie A (+1,3 % en France métropolitaine). Le nombre de demandeurs ayant déclaré une activité réduite (catégories B et C) augmente de +0,9 % sur trois mois.

Finalement, en catégories A, B et C, la demande d'emploi gagne 0,4 % en août et 1,8 % par rapport à mai. Sur un an, la hausse est très proche de celle de France métropolitaine (+2,4 % contre +2,5 %).

Le nombre des demandeurs en catégorie D (en formation) diminue nettement sur trois mois en Île-de-France (-10,1 %), alors qu'il se stabilise en France métropolitaine (-0,3 %).

La demande d'emploi progresse plus rapidement pour les femmes que pour les hommes. L'écart d'évolution atteint 3,1 points sur un an en catégorie A, B et C.

Sur trois mois, l'évolution de la demande d'emploi est défavorable aux jeunes avec +4,0 % en catégorie A, B et C (+2,7 % en France métropolitaine), contre +1,5 % pour les seniors.

L'analyse par professions fait ressortir la hausse de la demande d'emploi parmi les professions intermédiaires et les employés du commerce et des services, ainsi que dans les métiers de la santé-action sociale et de l'hôtellerie-restauration.

Les Yvelines connaissent la plus forte progression de la demande d'emploi de catégories A, B et C sur trois mois (+3,2 %).

Au deuxième trimestre 2017, 8,1 % de la population active est au chômage en Île-de-France (contre 9,2 % en France métropolitaine), soit une baisse de 0,2 point par rapport au premier trimestre. C'est le plus faible taux depuis le premier trimestre 2012.

Emploi

Au premier trimestre 2017, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmente par rapport à la même période de 2016, que l'on considère tous les contrats (+4,4 %) ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI (+7,9 %).

L'emploi salarié marchand francilien augmente encore légèrement au deuxième trimestre 2017 (+0,3 % par rapport au premier trimestre, soit +1,8 % sur un an). L'emploi salarié progresse dans la construction et les services marchands, est quasi stable dans le commerce et recule dans l'industrie.

Mutations économiques

Un peu plus de 44 400 heures d'activité partielle ont été autorisées pour motif économique en août 2017 en Île-de-France, soit le volume le plus faible depuis août 2011. La construction et la métallurgie cumulent plus des trois quarts des heures autorisées.

Le nombre d'emplois touchés par des plans de sauvegarde de l'emploi (321 postes) reste en nette régression mais se situe dans la moyenne constatée pour un mois d'août depuis 2013.

Les demandeurs d'emploi en août 2017

| Août 2017 | Ile-de-France | France métropolitaine | Variation sur un mois (%) | | Variation sur trois mois (%) | | Variation sur un an (%) | |
|---|---------------|-----------------------|---------------------------|---------------|------------------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | | | Ile-de-France | France métro. | Ile-de-France | France métro. | Ile-de-France | France métro. |
| Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi) | 683 530 | 3 540 400 | 0,9 | 0,6 | 2,1 | 1,3 | 0,7 | -0,3 |
| Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi) | 995 140 | 5 646 000 | 0,4 | 0,4 | 1,8 | 1,5 | 2,4 | 2,5 |

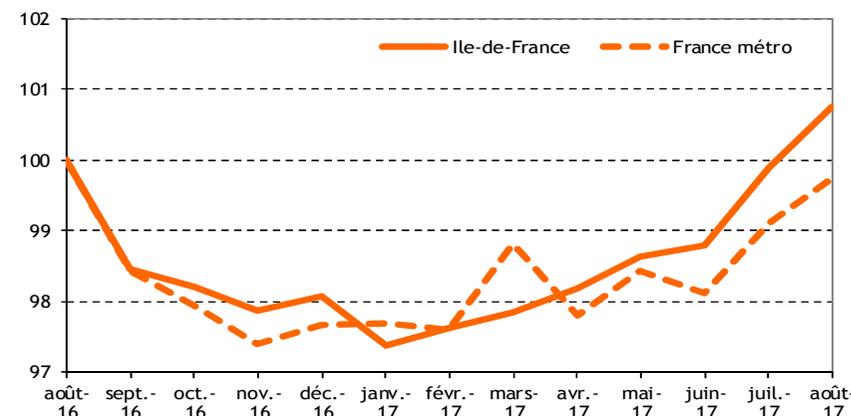
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En août, la demande d'emploi de catégorie A en Île-de-France augmente de 0,9 % (soit +5 800 demandeurs). Cette progression est continue depuis le début de l'année et s'opère à un rythme plus soutenu qu'en France métropolitaine (+2,1 % contre +1,3 % sur trois mois). Sur un an, le nombre de ces demandeurs augmente de 0,7 % dans la région, alors qu'il est en légère baisse au niveau national (- 0,3 %).

Les évolutions en catégorie A sont affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs en catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) augmente de +0,9 % sur trois mois. Les demandeurs en catégorie D (en formation), après de fortes hausses en fin d'année 2016 et malgré un rebond en août, diminuent nettement sur trois mois (-10,1 %).

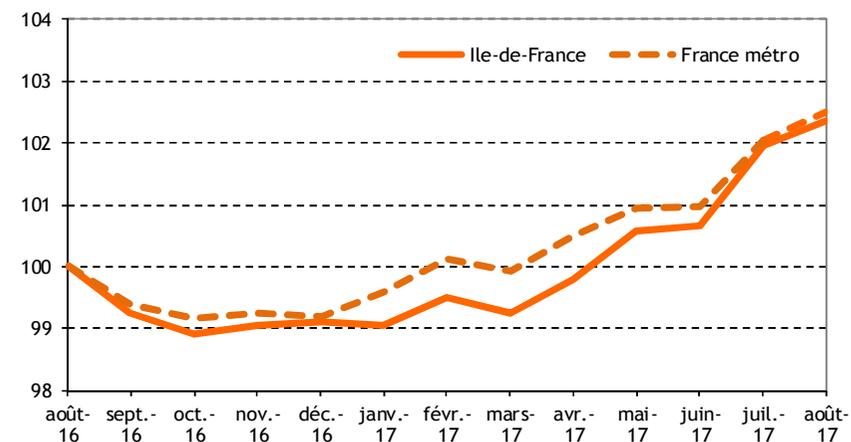
En août, la demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B et C) ralentit mais demeure en hausse (+0,4 % par rapport à juillet). Sur trois mois, l'augmentation est moins élevée que celle de la seule catégorie A (+1,8 %). Sur un an, la progression est en revanche plus forte (+2,4 %) et similaire à celle enregistrée en France métropolitaine.

Évolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 en août 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 en août 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) en août 2017

| Données CVS-CJO Août 2017 | cat. A | évolution mensuelle | évolution trim. | cat. ABC | évolution mensuelle | évolution trim. |
|------------------------------|----------------|------------------------|--------------------|----------------|------------------------|--------------------|
| Paris | 135 090 | 0,9 | 1,5 | 205 280 | 0,3 | 1,6 |
| Seine-et-Marne | 67 620 | 0,5 | 2,2 | 101 390 | 0,4 | 1,6 |
| Yvelines | 66 890 | 2,2 | 3,7 | 97 770 | 1,2 | 3,2 |
| Essonne | 60 370 | 1,0 | 2,4 | 90 380 | 0,7 | 2,0 |
| Hauts-de-Seine | 81 060 | 0,5 | 1,7 | 115 630 | 0,1 | 1,4 |
| Seine-St-Denis | 122 080 | 0,6 | 1,9 | 170 210 | 0,2 | 1,4 |
| Val-de-Marne | 76 960 | 0,7 | 2,3 | 109 240 | 0,2 | 1,8 |
| Val-d'Oise | 73 460 | 0,7 | 2,4 | 105 240 | 0,4 | 1,8 |
| Île-de-France | 683 530 | 0,9 | 2,1 | 995 140 | 0,4 | 1,8 |
| France métro. | 3 540 400 | 0,6 | 1,3 | 5 646 000 | 0,4 | 1,5 |

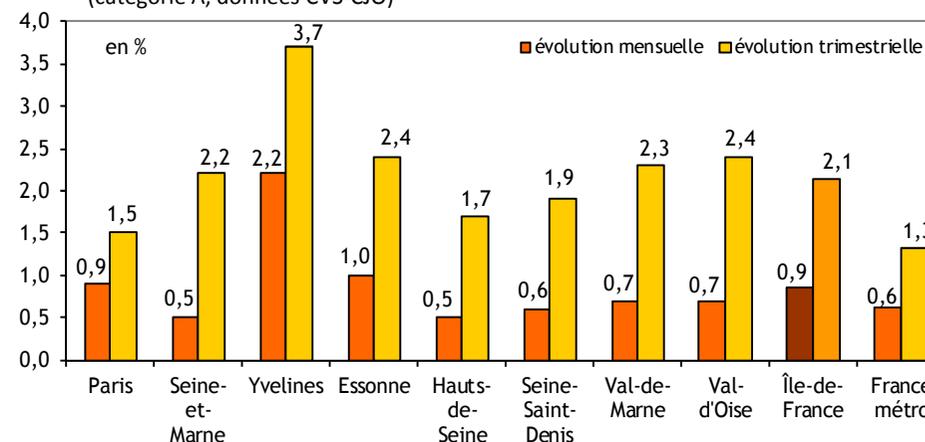
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur trois mois, l'ensemble des départements franciliens enregistrent des hausses de la demande d'emploi. L'augmentation de la demande en catégorie A, toujours supérieure à celle de France métropolitaine, varie de +1,5 % à Paris à +3,7 % dans les Yvelines.

Les Yvelines connaissent également la plus forte progression de la demande d'emploi de catégories A, B et C sur trois mois (+3,2 %). Pour les autres départements, les évolutions varient de +1,4 % dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis à +2,0 % en Essonne.

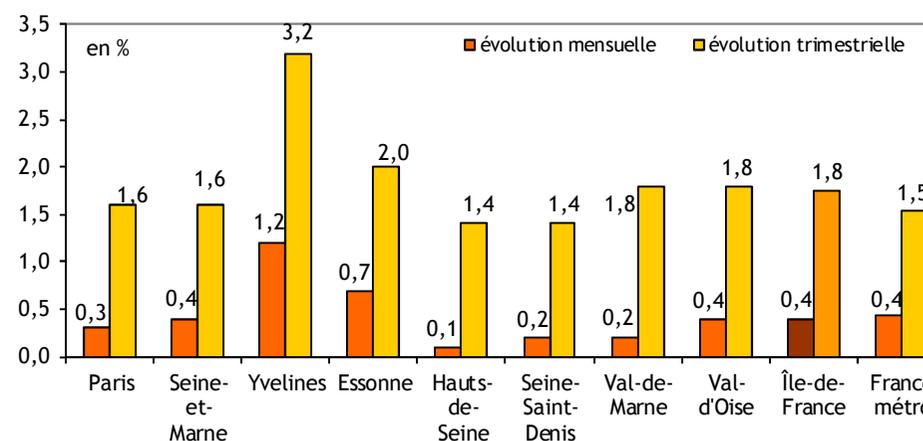
Sur un an, le nombre de demandeurs de catégories A augmente dans l'ensemble des départements, en particulier en Essonne (+1,1 %), en Seine-et-Marne (+1,0 %) et dans les Yvelines (+1,0 %). La hausse est plus nette pour les catégories A, B et C, avec un minimum dans les Hauts-de-Seine (+1,6 %) et un maximum en Essonne (+3,1 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

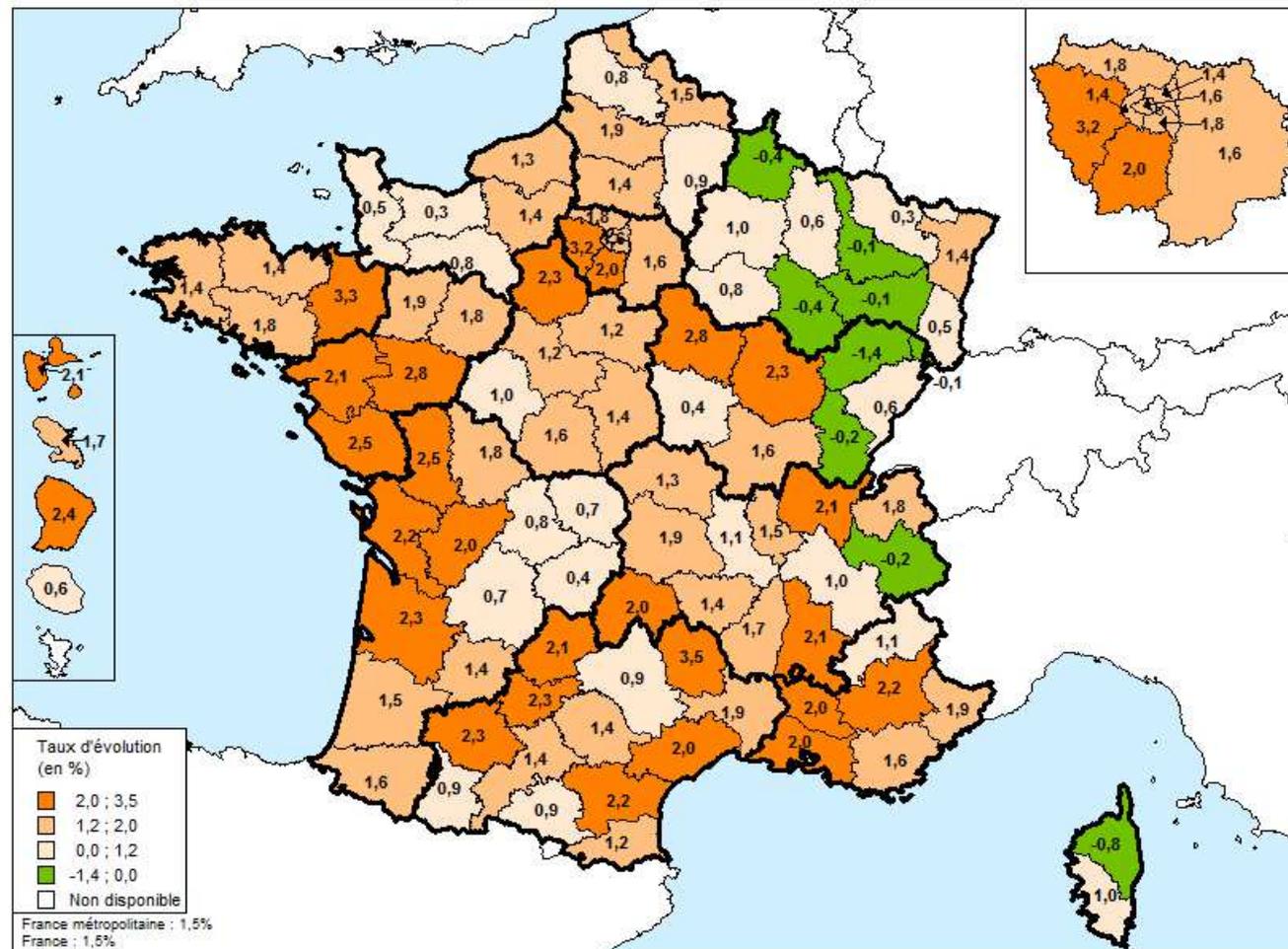
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre mai 2017 et août 2017 (en %, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi, Dares; Données CVS-CJO

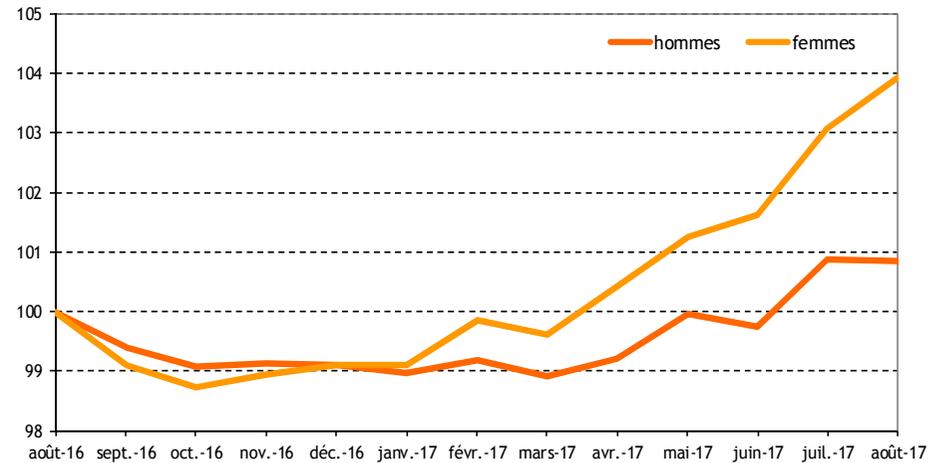
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) en août 2017

Sur trois mois, la progression de la demande d'emploi des catégories A, B et C en Île-de-France est nettement plus forte pour les femmes que pour les hommes (respectivement +2,6 % et +0,9 %). C'est également le cas en France métropolitaine où la différence est cependant moins importante (+2,0 % contre +1,1 %).

Cet écart s'est beaucoup accentué depuis le début de l'année. Sur un an, la hausse est ainsi sensiblement plus soutenue pour les femmes (+3,9 %) que pour les hommes (+0,8 %).

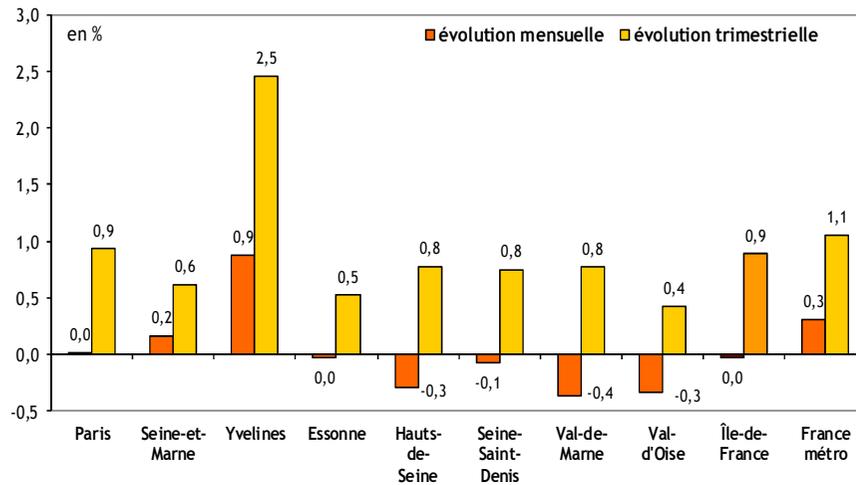
L'évolution de la demande d'emploi est plus défavorable aux femmes dans l'ensemble des départements de la région. Sur trois mois, l'écart va de 1,1 point en Hauts-de-Seine à 2,9 points dans le Val-d'Oise.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 août 2016)



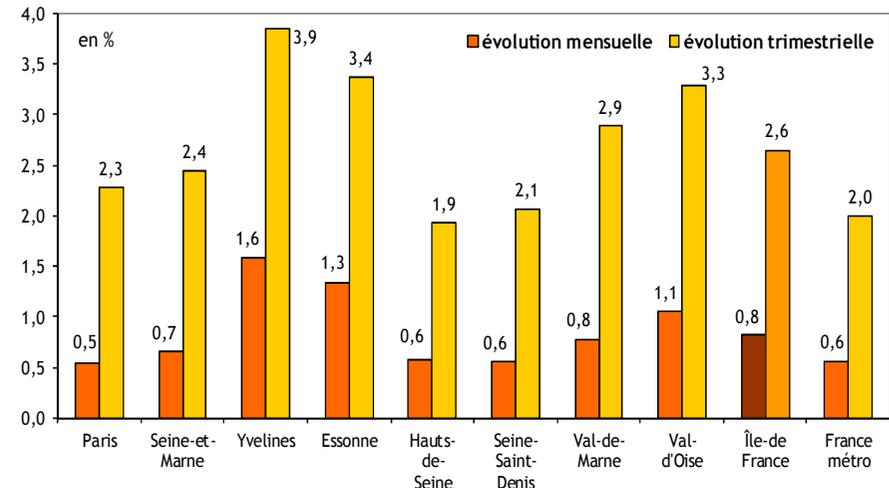
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre d'hommes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

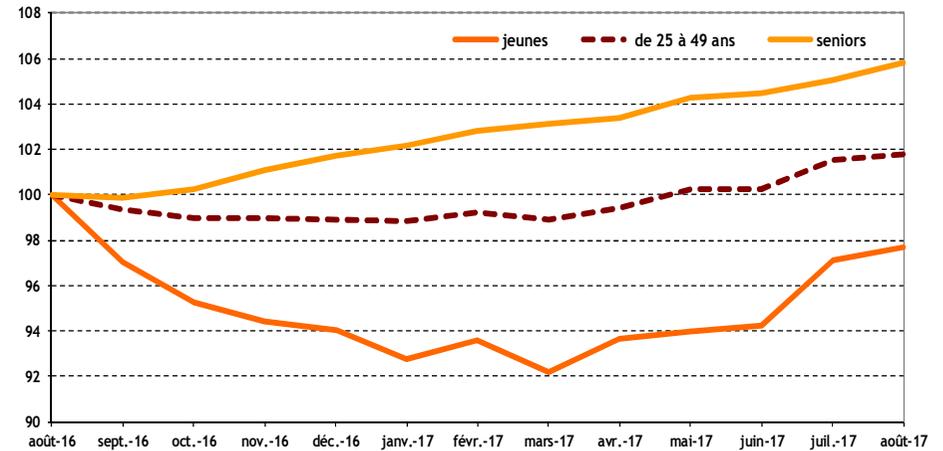
Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) en août 2017

En août, les évolutions de la demande d'emploi des jeunes (moins de 25 ans) et des seniors (50 ans et plus) sont similaires : respectivement +0,6 % et +0,7 % par rapport à juillet pour les catégories A,B et C en Île-de-France.

Sur trois mois, l'évolution est défavorable aux jeunes avec +4,0 % en catégorie A, B et C (+3 700 jeunes), contre +1,5 % pour les seniors. Le nombre de demandeurs de moins de 25 ans rejoint ainsi son niveau de septembre 2016. Les jeunes des Yvelines (+540 jeunes), de Paris (+630) et des Hauts-de-Seine (+370) sont les plus impactés.

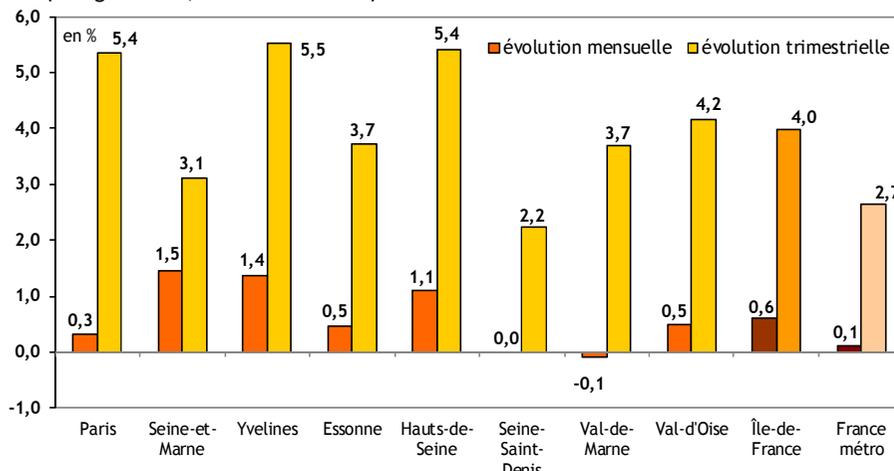
Sur un an, l'évolution est très défavorable aux seniors (+5,8 % en catégorie A, B et C), comme au niveau national, alors que la demande d'emploi des jeunes perd 2,3 %. En 10 ans, la part des seniors dans les demandeurs d'emploi de la région est passée de 17 % à 26 %.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 août 2016)



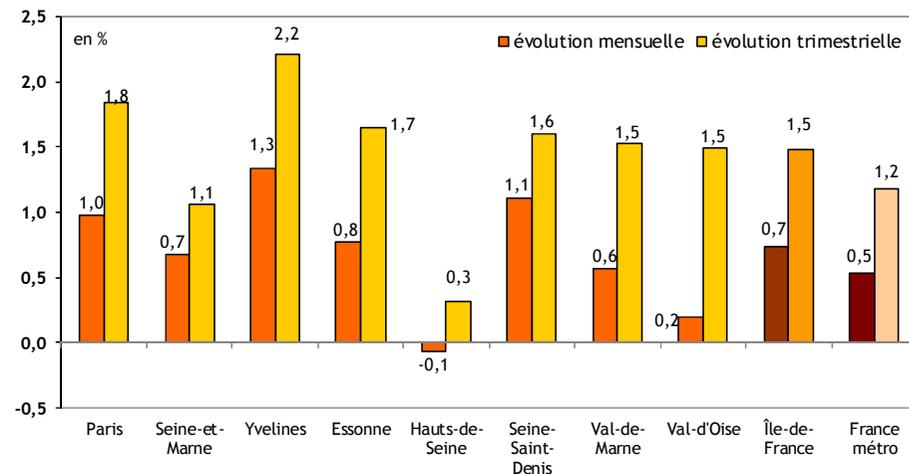
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

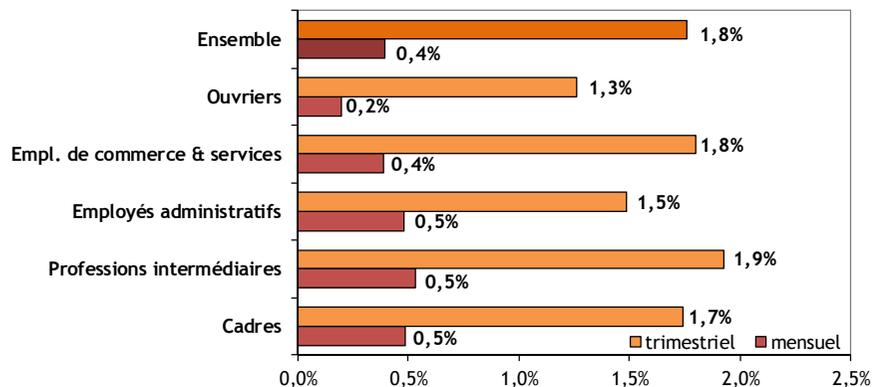
Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché en août 2017

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, par catégorie professionnelle (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)

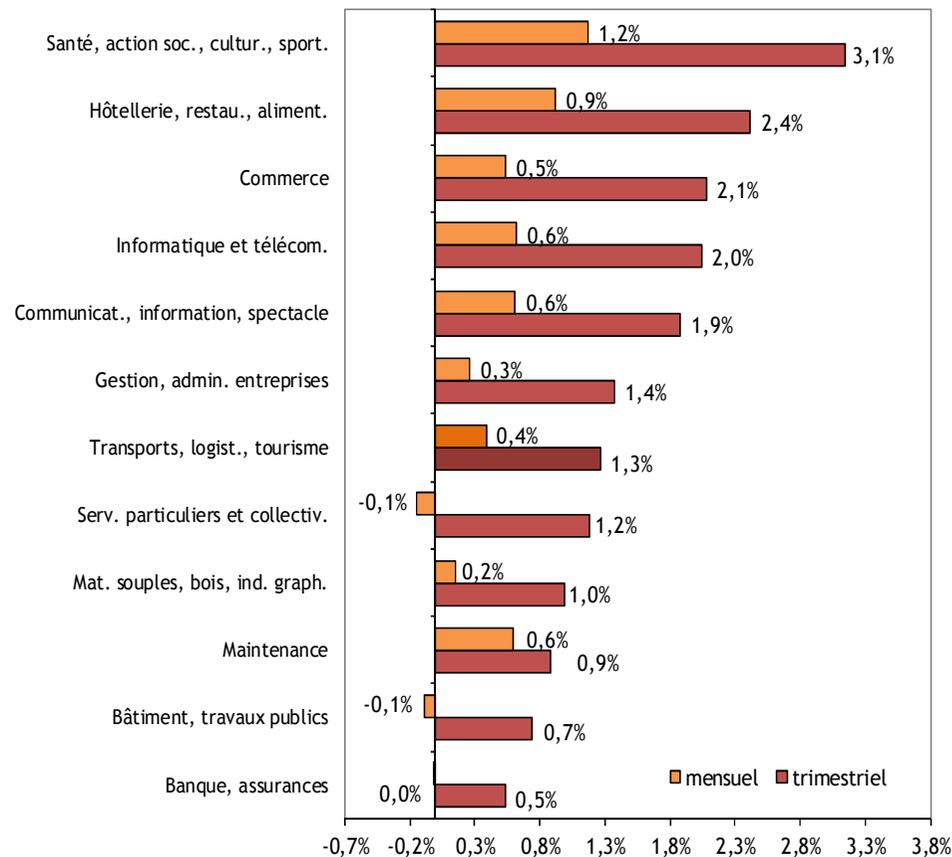


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

La demande d'emploi des catégories A, B et C en Île-de-France augmente dans chacune des catégories professionnelles. Sur trois mois, les professions intermédiaires et les employés du commerce et des services connaissent les plus fortes progressions (respectivement +1,9 % et +1,8 %). La hausse la plus contenue concerne les ouvriers (+1,3 %), toutefois plus faiblement représentés dans la demande d'emploi régionale.

Sur trois mois, les demandeurs d'emploi sont également plus nombreux dans chacun des principaux domaines professionnels. Les métiers de la « santé, action sociale, culturelle et sportive » enregistrent la plus forte hausse (+3,1 %). Viennent ensuite les métiers de « l'hôtellerie, restauration et alimentation » (+2,4 %). L'augmentation est plus modérée dans la « banque, assurances » et le « bâtiment, travaux publics ».

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA en août 2017

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus en catégorie A, B ou C) reste en forte hausse sur trois mois en Île-de-France (+2,0 %), avec une évolution proche de celle constatée au niveau national (+1,8 %).

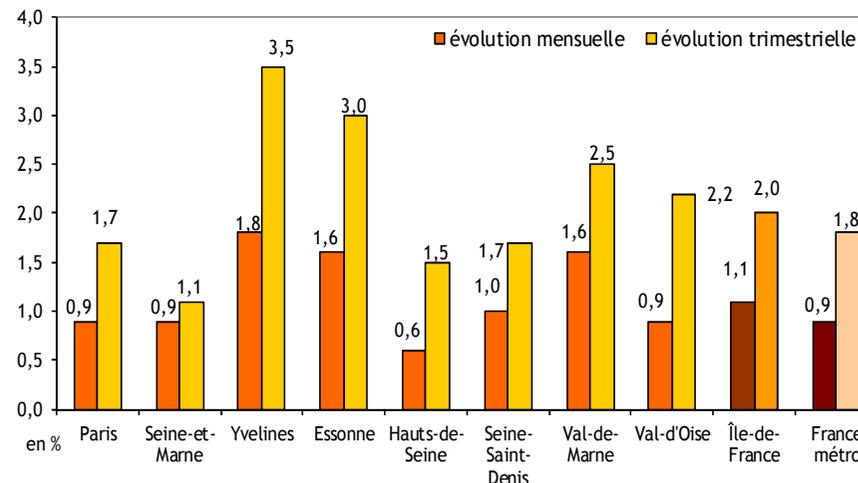
Cette reprise de la hausse de la demande d'emploi de longue durée intervient après une période de baisse, en grande partie liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » (passage en catégorie D pendant la durée de formation réinitialisant le compteur d'ancienneté des demandeurs concernés). Au total, la part de demandeurs d'emploi de longue durée est passée de 43,8 % en avril 2016 à 42,4 % en juillet 2017.

La part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA dans la région, inférieure à celle de France métropolitaine (12,2 % contre 13,2 %), est quasi stable sur un an. Celle de Seine-Saint-Denis demeure largement supérieure à celle des autres départements.

| | Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA | | | | | | | | | |
|---------------|--|----------------|----------|---------|----------------|-------------------|--------------|------------|---------------|--------------|
| | Paris | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Val-d'Oise | Île-de-France | France métro |
| Fin août 2017 | 12,3% | 10,8% | 10,8% | 9,8% | 11,4% | 15,7% | 11,8% | 12,1% | 12,2% | 13,2% |
| Fin août 2016 | 12,9% | 10,2% | 11,2% | 9,6% | 12,0% | 15,9% | 11,9% | 12,1% | 12,4% | 13,3% |

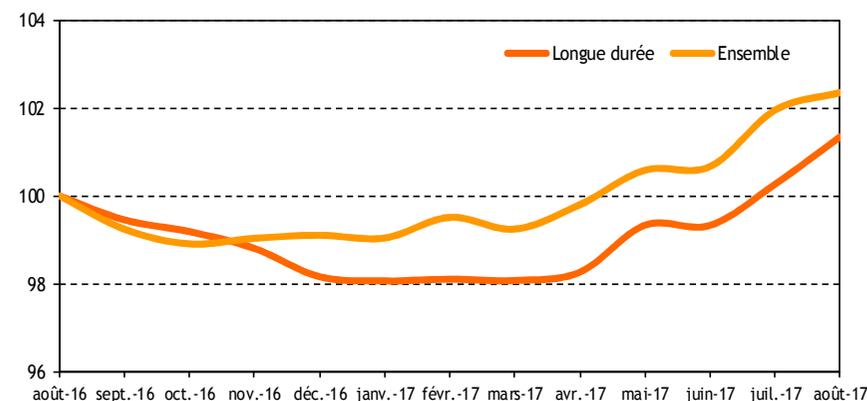
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 août 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi en août 2017

Sur trois mois glissants, le nombre de sorties de Pôle emploi repart à la baisse en Île-de-France (-1,7 %).

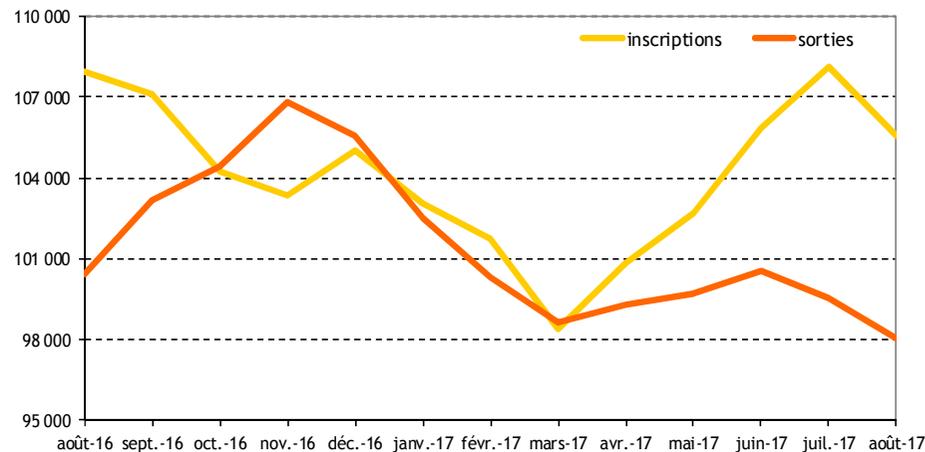
La forte représentation du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (plus de 40 %) limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Bien qu'expliquant seulement 6 % des sorties, le recul des entrées en stage (-29 % sur trois mois glissants) apparaît cependant comme une tendance de fond depuis le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Les reprises d'emploi déclarées maintiennent leur progression (+4,8 %).

L'augmentation des entrées à Pôle emploi se poursuit sur trois mois glissants (+2,8 %), malgré une baisse en août. En évolution annuelle, le nombre d'inscriptions diminue dans la région (-2,2 %), comme en France métropolitaine (-1,9 %).

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (plus de 40 % des entrées) rend également délicate l'interprétation des entrées par motifs. Se confirme cependant la progression des inscriptions pour « démission » (+12 % en évolution annuelle), « fin de mission d'intérim » et « reprise d'activité ». Ce dernier motif correspond à des réinscriptions des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de stages de formation et à des retours sur le marché du travail.

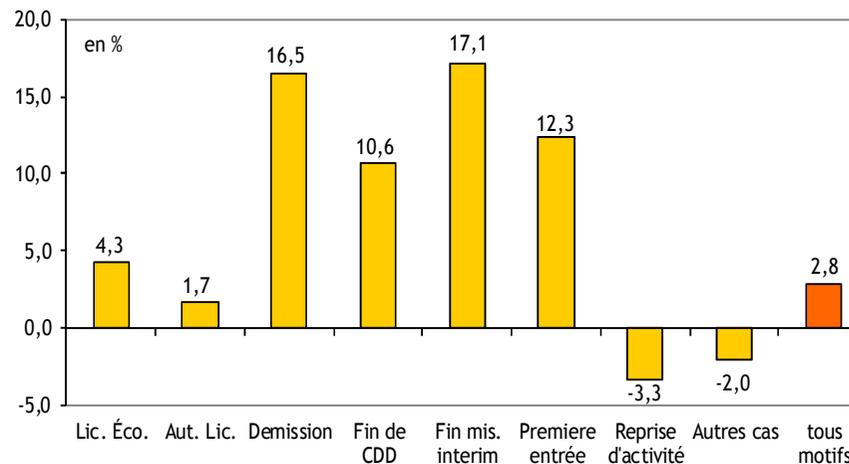
On observe par ailleurs un repli des « premières entrées » et des entrées pour licenciement économique sur un an.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi par principaux motifs (Île-de-France, données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au deuxième trimestre 2017

Au deuxième trimestre 2017, le taux de chômage francilien s'établit à 8,1 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en léger recul de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2017. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,2 % au deuxième trimestre 2017.

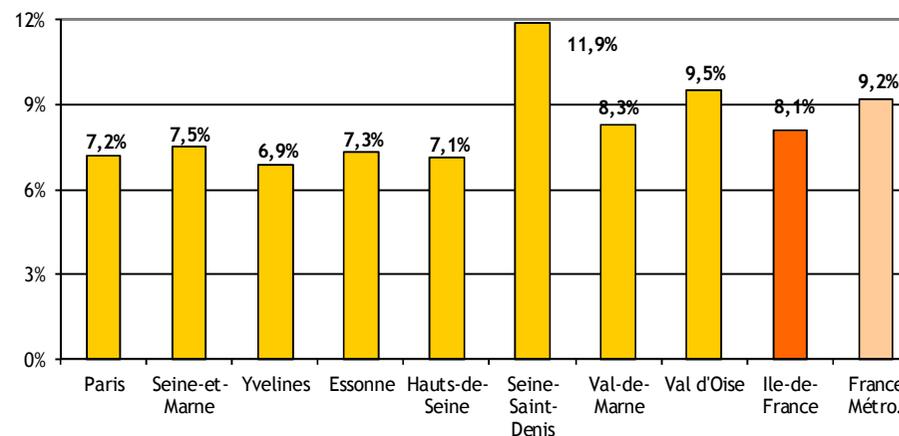
Sur un an, le taux de chômage baisse de 0,5 point aussi bien en Île-de-France qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 1,8 point à sa valeur d'avant la crise (6,3 % au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,4 points de plus qu'au premier trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9 % depuis 2013, le mouvement de baisse, seulement amorcé il y a un an, semble se poursuivre.

La Seine-Saint-Denis, dont le chômage est structurellement le plus élevé de la région avec 11,9 %, voit son taux de chômage enregistrer une légère baisse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et reculer de 0,7 point sur un an.

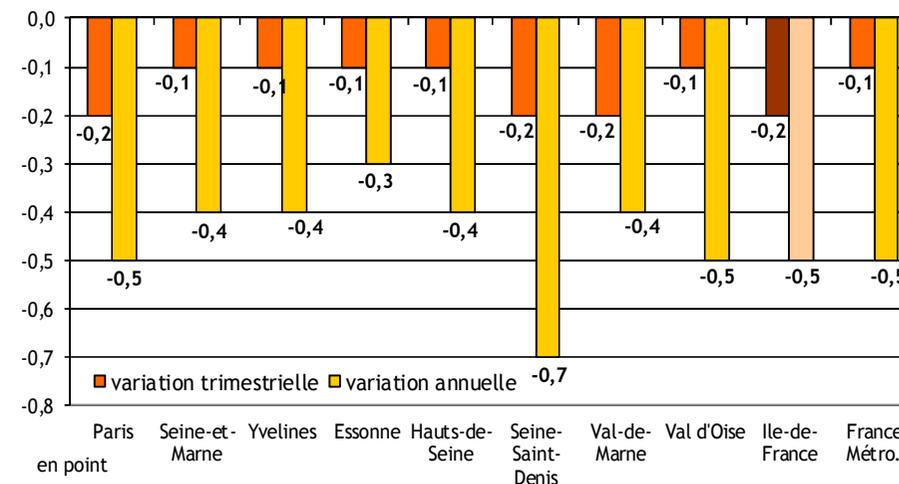
A contrario, il diminue très légèrement sur un an en Seine-et-Marne, dans les Yvelines, en Essonne, dans les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise (-0,1 %). Seuls Paris, la Seine-et-Marne, les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs ou égaux à 7,5 %.

Taux de chômage localisé au deuxième trimestre 2017 (données CVS)



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au deuxième trimestre 2017 (données CVS)

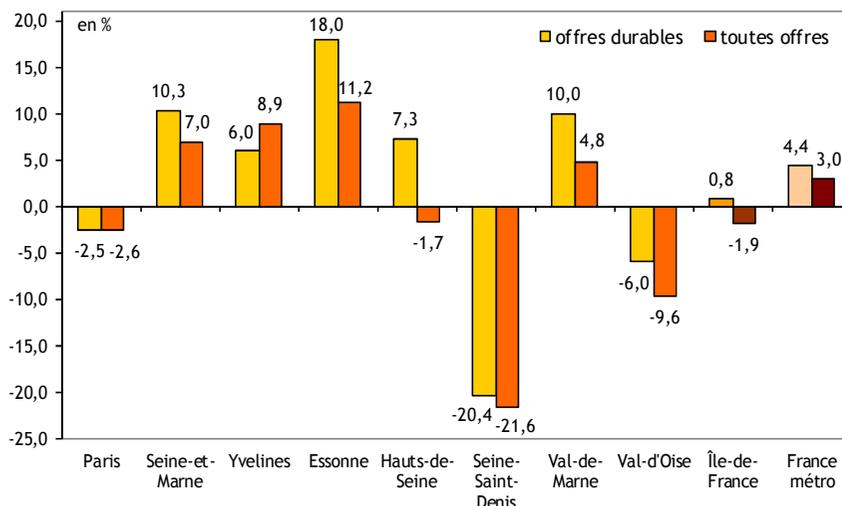


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi en août 2017

En août 2017, 54 000 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 34 900 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des trois derniers mois, par rapport aux trois mois précédents (données CVS-CJO)

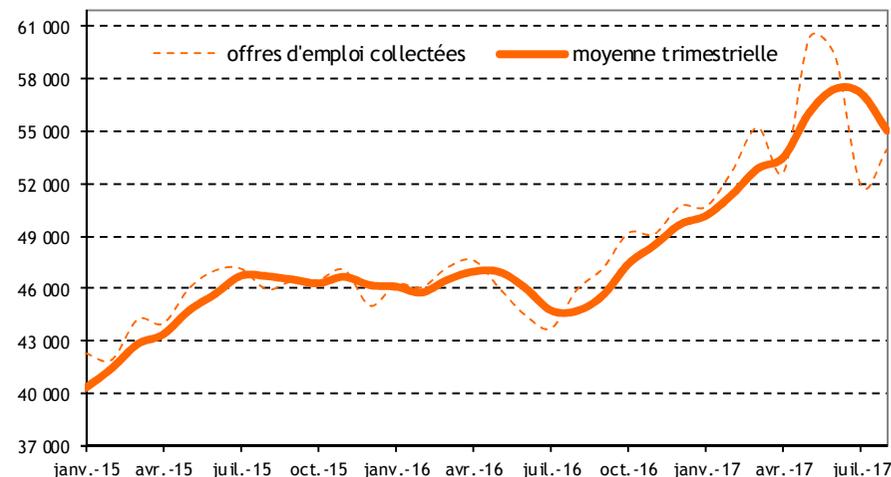


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue (-1,9 %), après une hausse continue entamée au troisième trimestre 2016. Les offres durables restent, quant à elle, en légère augmentation (+0,8 %). Contrastant avec les évolutions régionales, les offres augmentent à un rythme soutenu en France métropolitaine : +3,0 % pour l'ensemble des offres et +4,4 % pour les offres durables.

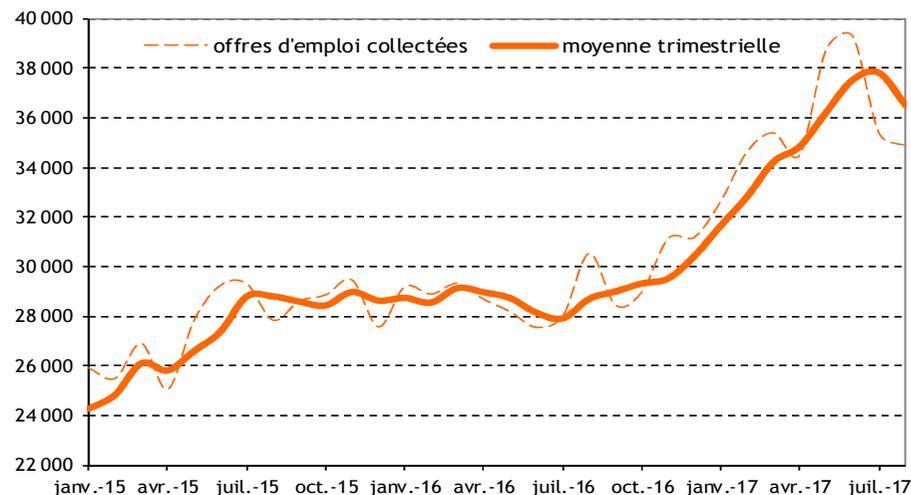
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont en nette progression (+23,1 % soit +10 340 offres), ainsi que les offres durables (+27,3 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (Île-de-France, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (Île-de-France, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au premier trimestre 2017

Plus de 1,8 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2017 en Île-de-France, dont 382 000 DPAE en CDD de plus de six mois et CDI.

Le nombre de DPAE au premier trimestre 2017 (par rapport au premier trimestre 2016) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+4,4 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +7,9 %).

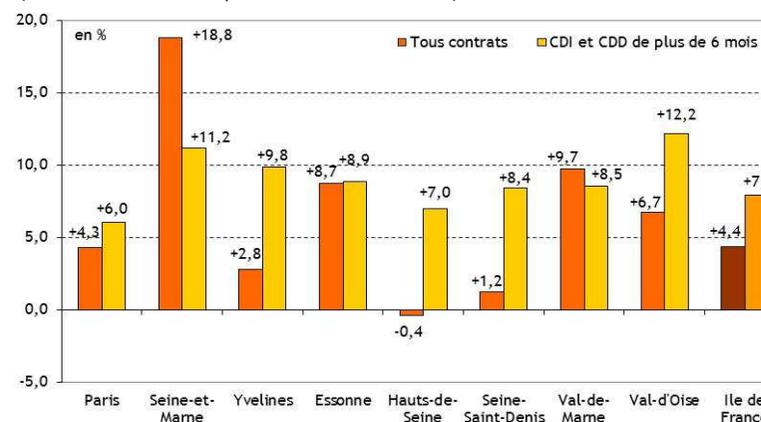
Tous contrats confondus, la Seine-et-Marne, le Val-de-Marne et l'Essonne ont connu une augmentation annuelle très importante (respectivement + 18,8 %, + 9,7 % et +8,7 %). En revanche, cette évolution est négative pour les Hauts-de-Seine (-0,4 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne progressent le plus fortement (respectivement +12,2 % et +11,2 %).

Le génie civil a connu une très forte augmentation des contrats durables (près de 40 % d'augmentation), mais ce secteur représente seulement 2 000 DPAE.

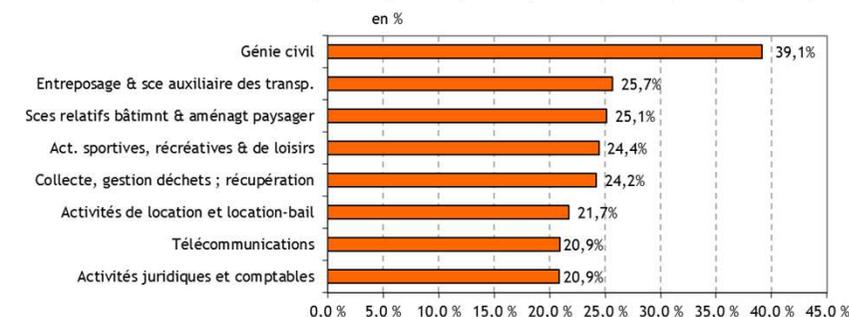
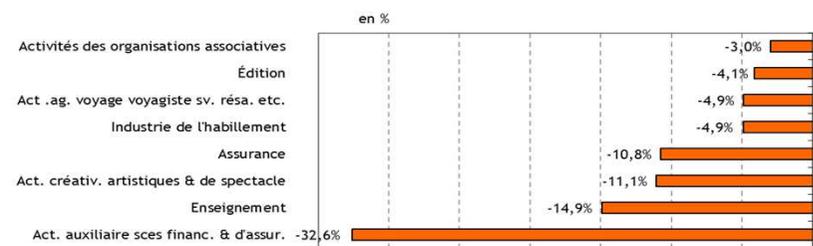
Les activités auxiliaires de services financiers et d'assurance ont connu une baisse très importante (-32,6 %), après un début d'année 2016 en forte hausse.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (1^{er} trimestre 2017 – premier trimestre 2016)



Source : DPAE / Urssaf

Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (Île-de-France, 1^{er} trimestre 2017 – 1^{er} trimestre 2016)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin février 2017

En raison du passage à la Déclaration Sociale Nominative, les données sur l'intérim de mars à juin 2017 subissent un retard de production et ne sont pas disponibles.

Près de 305 000 contrats d'intérim avaient été signés au mois de février 2017 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 103 300 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

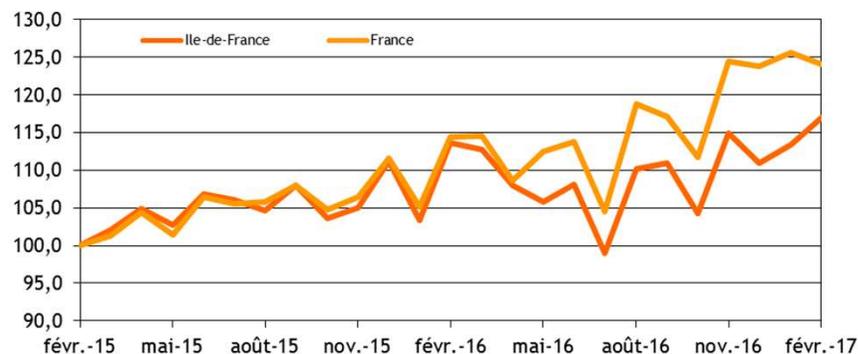
Ainsi, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'emplois intérimaires (en ETP) était en hausse : +3,4 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progressait, même si le rythme était moins soutenu que les mois précédents : +2,2 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'expliquait par la forte hausse dans la fabrication de matériel de transport (+12,9 %), dans la métallurgie (+12,4 %) et dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets. A contrario, les industries agro-alimentaires étaient en net repli (-17,1 %).

L'activité intérimaire dans la construction poursuivait sa hausse confirmant une fin d'année 2016 en forte progression : +15,2 % sur les trois derniers mois, par rapport aux trois précédents.

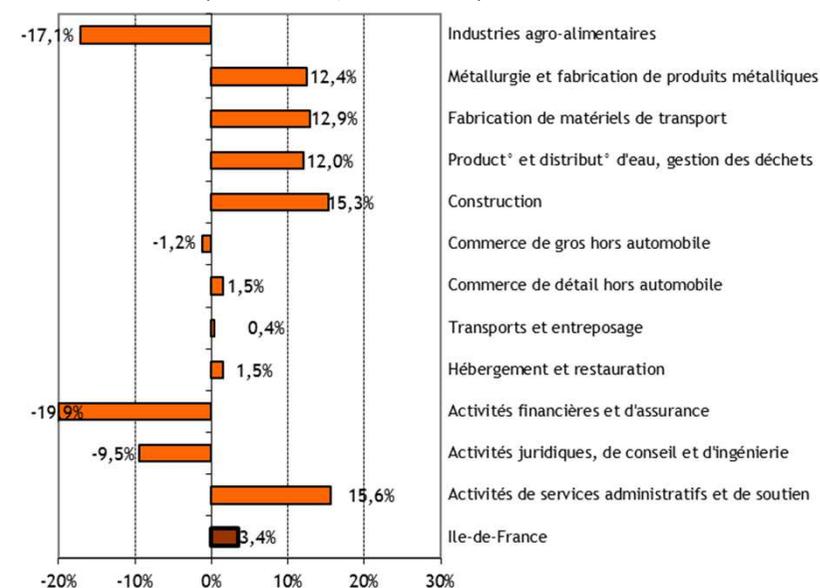
L'intérim dans le tertiaire augmentait également (+1,1 %), avec des évolutions différentes selon les secteurs d'activité : une forte hausse dans les activités de services administratifs et de soutien (+15,6 %), plus faible dans le commerce de détail, l'hébergement / restauration et le transport / entreposage, et des nets reculs dans les activités financières et et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (resp. -19,9 %, et -9,5 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO, base 100 à fin février 2017)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'emploi salarié au deuxième trimestre 2017

Au deuxième trimestre 2017, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,3 % (soit +13 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de +0,4 % (+69 000 emplois).

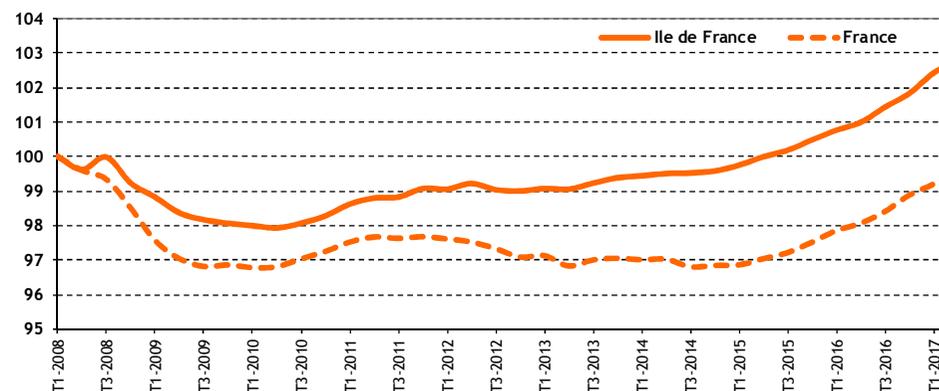
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+1,8 %, soit +72 500 emplois). Il confirme ainsi le dynamisme de l'emploi francilien qui représente près d'un tiers de l'évolution de l'emploi salarié en France métropolitaine.

Au deuxième trimestre 2017, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, les Yvelines et les Hauts-de-Seine enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé à Paris, en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val-d'Oise tandis que les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec près de 50 000 emplois en plus depuis le deuxième trimestre 2016 sur les 72 500 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le premier trimestre 2008 (données CVS)



Source : Insee

| Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS) | Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2017 | Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2017) | | Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2016) | |
|---|---|---|------------|---|------------|
| | | Niveau | % | Niveau | % |
| Paris | 1 327 559 | 4 358 | 0,3 | 26 042 | 2,0 |
| Seine-et-Marne | 320 013 | 2 216 | 0,7 | 9 462 | 3,0 |
| Yvelines | 368 759 | 476 | 0,1 | 5 452 | 1,5 |
| Essonne | 311 195 | 528 | 0,2 | 6 279 | 2,1 |
| Hauts-de-Seine | 833 371 | 754 | 0,1 | 6 281 | 0,8 |
| Seine-Saint-Denis | 431 684 | 2 705 | 0,6 | 7 877 | 1,9 |
| Val-de-Marne | 360 053 | 761 | 0,2 | 5 326 | 1,5 |
| Val-d'Oise | 253 150 | 1 914 | 0,8 | 5 751 | 2,3 |
| Ile-de-France | 4 205 783 | 13 713 | 0,3 | 72 472 | 1,8 |
| France métropolitaine | 16 164 700 | 69 000 | 0,4 | 254 500 | 1,6 |

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

L'emploi salarié au deuxième trimestre 2017

Au deuxième trimestre 2017, l'évolution trimestrielle de l'emploi enregistre un léger recul dans l'industrie (-0,5 %, -2 200 emplois) et progresse modérément dans la construction (+0,7 %, soit +1 900 emplois) et le commerce (+0,1 %, soit +480 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +0,5 % soit +13 500 emplois.

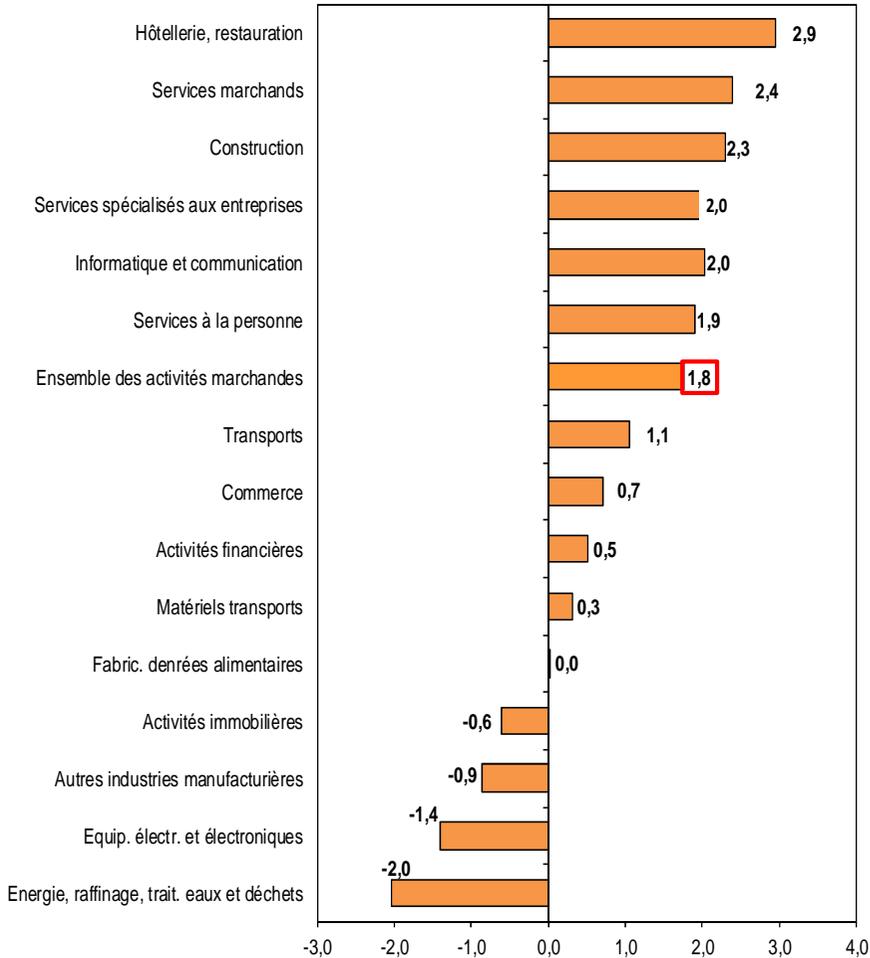
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -0,9 % dans l'industrie et augmenté de +2,3 % dans la construction et de +2,4 % dans les services marchands. Au sein de l'industrie, la plupart des secteurs d'activités, et notamment l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets (-2,0% soit -1 600 emplois), ainsi que le secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques (-1,4 %, soit -1 020 emplois) perdent un nombre important d'emplois. Seul celui de la fabrication de matériels de transport bénéficie d'une hausse (+0,3 %).

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,7 % (+4 900 emplois).

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,4 % (+65 300 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais est soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a connu une augmentation importante de +22,6 %.

Tous les autres secteurs d'activité des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur de l'hôtellerie, restauration (+2,9 % soit 8 800 emplois), celui de l'informatique et communication (+2,0 %, soit 7 700 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+2,0 %, soit +18 400 emplois) ont connu la plus forte croissance, hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2^e trimestre 2016 et le 2^e trimestre 2017, dans les principaux secteurs d'activité marchands (en %, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+22,6%) n'est pas représenté



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en août 2017

| Répartition par territoire gestionnaire | Ile-de-France | Paris | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Val-d'Oise |
|---|---------------|---------|----------------|-----------|----------|----------------|-------------------|--------------|------------|
| Autorisations en Août | 27 | 7 | 2 | 1 | 2 | 3 | 4 | 2 | 6 |
| cumul 2017 | 580 | 125 | 63 | 91 | 56 | 36 | 95 | 50 | 64 |
| cumul 2016 (août) | 869 | 181 | 117 | 140 | 109 | 53 | 74 | 74 | 121 |
| Heures associées en août | 44 432 | 4 325 | 1449 | 1260 | 7 021 | 7 600 | 3 536 | 2 158 | 17 083 |
| cumul 2017 | 2 588 011 | 177 971 | 236 810 | 669 617 | 487 880 | 119 094 | 195 359 | 398 441 | 303 139 |
| cumul 2016 (août) | 5 029 244 | 349 272 | 587 470 | 1 753 758 | 7 15 766 | 403 112 | 202 161 | 368 949 | 648 756 |
| Evolution | -48,5% | -49,0% | -59,7% | -61,8% | -31,8% | -70,5% | -3,4% | 7,9% | -53,3% |

Les sollicitations d'activité partielle motivées par la conjoncture économique ont été très peu nombreuses en août dernier. Seules 27 décisions d'activité partielle ont en effet été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 44 432 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France, soit l'un des chiffres les plus faibles depuis 2011.

Parmi ces heures, 14 500 elle ont été autorisées au seul bénéfice d'un établissement de fabrication d'équipements électriques du département du Val-d'Oise.

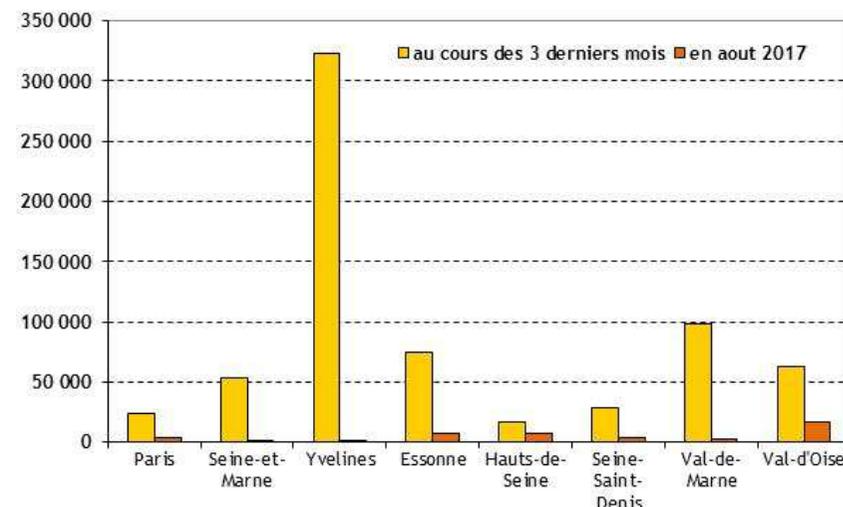
Ce département concentre ainsi 38 % des heures d'activité partielle autorisées, suivi des Hauts-de-Seine - deuxième département le plus touché - avec 17 % des heures autorisées, et de l'Essonne avec 16 % des heures demandées dans la région.

L'industrie manufacturière est à l'origine de près de 53 % des heures demandées soit près de 23 500 heures réparties en cinq demandes.

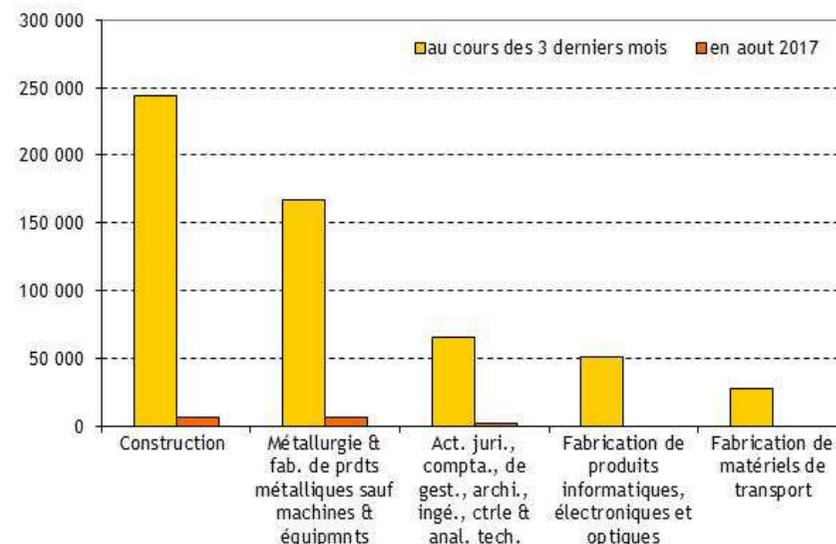
(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Accompagnement des mutations économiques

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Les plans de sauvegarde de l'emploi en août 2017

| Répartition par territoire impacté | Ile-de-France | Paris | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Val-d'Oise | Autres départ. |
|------------------------------------|---------------|-------|----------------|----------|---------|----------------|-------------------|--------------|------------|----------------|
| PSE en août | 8 | 6 | | 2 | | | | | | |
| Cumul 2017 | 181 | 52 | 7 | 10 | 10 | 46 | 19 | 13 | 11 | 13 |
| Cumul 2016 (janvier à août) | 243 | 56 | 8 | 9 | 9 | 75 | 17 | 14 | 15 | 40 |
| Salariés concernés | 321 | 156 | | 165 | | | | | | / |
| Cumul 2017 | 11 531 | 2 025 | 407 | 1 498 | 976 | 2 818 | 2 554 | 584 | 669 | / |
| Cumul 2016 (janvier à août) | 14 668 | 3339 | 413 | 999 | 1190 | 4989 | 2207 | 784 | 747 | / |
| Evolution | -21% | -39% | -1% | 50% | -18% | -44% | 16% | / | -10% | / |

En août 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de huit plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 321 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois.

Ce chiffre est faible, mais dans la moyenne constaté pour un mois d'août depuis 2013.

Seulement deux départements ont été concernés par les PSE, Paris et les Yvelines.

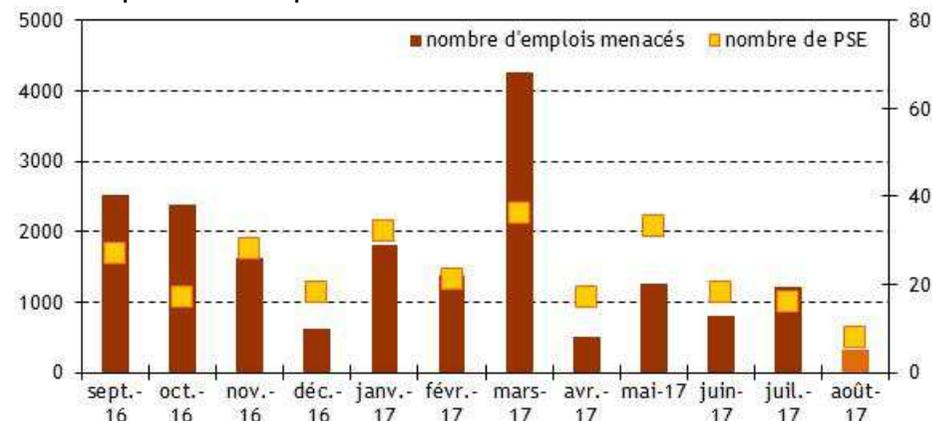
Le PSE le plus conséquent affecte le secteur de l'industrie alimentaire et menace 93 salariés. En chiffres bruts, les entreprises de commerce sont celles qui menacent le plus d'emplois.

Depuis le début de l'année, les entreprises qui menacent le plus d'emplois proportionnellement à leur emploi local sont celles de l'industrie chimique et de la fabrication de produits minéraux. Toutefois, ces secteurs emploient un nombre de salariés limité dans la région.

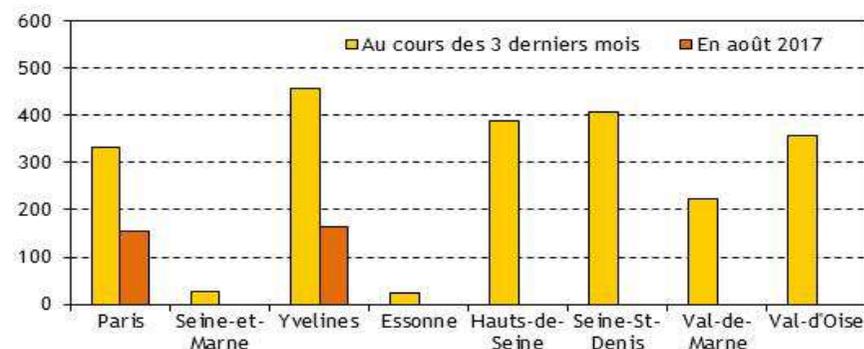
Parmi les secteurs qui emploient un grand nombre de personnes dans la région, ce sont les activités de services et de soutien ainsi que celles d'architecture et d'ingénierie qui menacent un nombre conséquent de salariés.

Accompagnement des mutations économiques

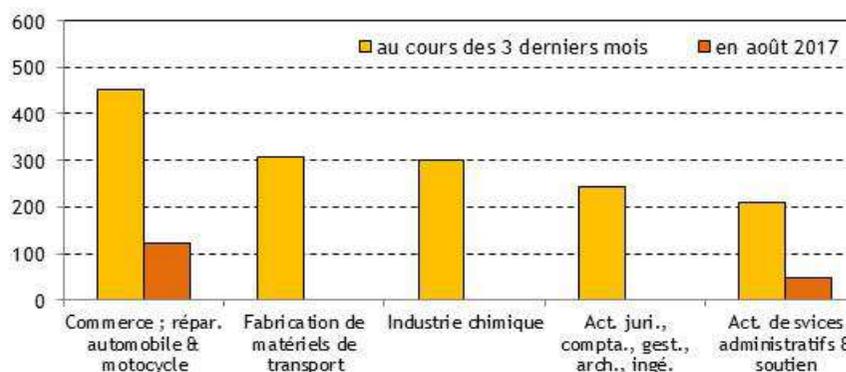
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese



Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr